

Print

## Grèce, l'heure de vérité

De [Jacques Sapir](#)

Global Research, juillet 01, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/grece-lheure-de-verite/5459711>

**Les événements de ces derniers jours ont permis de voir en pleine lumière les divers aspects du différend entre la Grèce et ses créanciers. La décision d'Alexis Tsipras de provoquer un référendum le 5 juillet donne néanmoins à ce différend une dimension nouvelle, et dramatique.**

Le différend entre la Grèce et les créanciers a désormais une dimension politique tout autant qu'économique. C'est la question de la démocratie au sein de la zone Euro et de l'Union européenne qui est aujourd'hui directement posée. Une des conséquences de cette nouvelle situation est que les leçons que l'on doit en tirer sont extrêmement importantes

pour la suite des événements, tant en Grèce naturellement que dans d'autres pays qui entreraient à leur tour en conflit avec les différentes structures de l'Union européenne.

### L'Union européenne et l'Eurogroupe ont toujours poursuivi un objectif politique.

Le gouvernement grec a fait la démonstration que l'UE, l'Eurogroupe, et généralement l'ensemble des "institutions" européennes n'ont en réalité jamais admis le résultat des élections du 25 janvier 2015. Leurs actions n'ont eu de cesse que d'amener le gouvernement grec à se renier ou bien de provoquer un changement de gouvernement par des méthodes qui se situent en réalité hors de la sphère des principes démocratiques, même si elles en respectent formellement les codes. Le refus obstiné des "institutions" de prendre en compte les propositions du gouvernement grec, dont il est aujourd'hui clair qu'elles étaient raisonnables, et qu'elles étaient les seules capables de permettre à la Grèce de sortir de la crise, n'avait pas d'autre sens qu'un sens *politique*. Il fallait faire la démonstration qu'aucune politique alternative n'est possible aujourd'hui dans l'UE. C'est ce à quoi s'est employé tant la Commission que l'Eurogroupe, renvoyant systématiquement les mêmes propositions au gouvernement grec et se refusant, en réalité, à toute négociation.

Mais, récemment, un nouveau pas a été franchi. L'écho donné à l'accueil de "l'opposition" grecque à Bruxelles, que ce soit les dirigeants du parti de centre-gauche largement financé par les "institutions" européennes (*To Potami*), et qui ne représente que 7% de l'électorat, ou les dirigeants de la *Nouvelle Démocratie*, le parti de centre-droit qui gouverna la Grèce jusqu'aux dernières élections et qui est tombé aujourd'hui à moins de 15% des intentions de vote, ne représente pas moins que la tentative d'organiser un changement de gouvernement. Cela signifie que ces mêmes "institutions" européennes, si promptes à défendre la démocratie, complotent ouvertement avec un ensemble de politiciens faillis, souvent corrompus, et qui ont été rejetés par leur propre peuple pour remplacer un gouvernement démocratiquement élu. **C'est une leçon importante, qu'il faudra apprendre par cœur, ne serait-ce que pour s'en prémunir.** Elle décrédibilise totalement et complètement les discours sur la démocratie qui peuvent être tenus au sein des instances européennes.

Face à ces manœuvres le gouvernement grec, et Alexis Tsipras, ont choisi de poser la question au peuple grec par voie de référendum. C'est un acte fort. En redonnant la parole au peuple, Alexis Tsipras montre à la fois qu'il a compris la nature profonde du problème qui l'oppose à l'Eurogroupe et qu'il est fidèle à la tradition démocratique. La question qui sera posée au peuple grec est évidemment importante. En décidant de se focaliser sur le plan d'austérité et les propositions faites par les créanciers de la Grèce, Alexis Tsipras le renvoie à leurs contradictions: peut-on imposer en contrebande des mesures dont un peuple ne veut pas? C'est

pourquoi il faut voir dans cette décision de provoquer un référendum l'un des gestes les plus démocratiques que l'on ait eu en Europe depuis plus de 30 ans.

### **La question n'a jamais été de "sauver" la Grèce mais de lui donner les moyens matériels et financiers de renouer avec la croissance.**

Il se répand dans la presse l'expression "sauver la Grèce". Rien ne saurait être plus faux. Tout d'abord, ce n'est pas la Grèce qui est menacée par un défaut, mais en réalité la zone Euro. Si la Grèce faisait défaut le 30 juin, les conséquences les plus graves seraient justement dans les "institutions" européennes. En fait, il convient ici de rappeler des faits qui sont connus, mais systématiquement occultés dans la présentation faite par certains journalistes:

1. Une large partie de la dette grecque vient du transfert de la dette privée vers la dette publique. La BCE et les pays européens ont racheté les titres grecs détenus par les banques, pour que ces dernières puissent se dégager d'un "risque grec". Dans cette dette, rien n'est allé à la population grecque (1).

2. Les taux d'intérêts prélevés par les créanciers privés ont été particulièrement élevés, et ces taux ont rajouté de la dette à la dette. Dans les années 2010-2012 s'est ainsi mis en place l'équivalent d'une pyramide financière (ou "système Ponzi") dans lequel un gouvernement emprunte pour rembourser non plus le principal mais les intérêts. Tout économiste sait qu'un tel système conduit à court terme à des catastrophes.

3. Aujourd'hui, si l'on excepte le poids des remboursements tant des intérêts que du principal, le gouvernement grec est à l'équilibre budgétaire (ce que l'on appelle un "équilibre primaire"), chose que le gouvernement français est incapable de réaliser. Ainsi, les mêmes qui dénoncent la "légèreté" du gouvernement grec sont incapable de faire aussi bien que lui...

4. Si le gouvernement grec demande un accord *global* sur la dette, incluant une annulation d'une partie de cette dernière et un rééchelonnement du reste, sur le modèle de ce qui avait été accordé à l'Allemagne en 1953, c'est parce qu'il sait que tant que ces prélèvements sur la richesse produite par le peuple grec (de l'ordre de 5% à 7% du PIB par an) seront maintenus, il n'y a aucun espoir de croissance ni d'amélioration de la compétitivité de l'appareil productif grec. Or, seule une croissance durable peut permettre à la Grèce de rembourser une partie de ce qu'elle doit. De ce point de vue, la position du gouvernement grec est la raison même **que ce soit du point de vue du peuple grec ou de celui de ses créanciers**. Le refus de ces derniers d'aboutir à un compromis montre bien que leur objectif est avant tout *politique* comme il a été dit plus haut et non économique. En fait, le gouvernement grec propose deux solutions aux pays de l'Eurogroupe. Soit un accord sur la restructuration et le rééchelonnement de la dette est trouvé et l'Union européenne s'engage à investir dans l'appareil productif grec, soit la Grèce fera défaut (et donc ne paiera pas), et utilisera l'argent qu'elle prévoit d'économiser par un effort fiscal extraordinaire pour investir dans son appareil productif. C'est pour cela qu'aujourd'hui la question de la dette est centrale (2). Mais, le problème de la Grèce n'est pas celui d'un endettement trop lourd, il est fondamentalement celui d'une perte de la compétitivité de l'économie grecque. Or, cette perte de compétitivité est consécutive à l'Euro. (3) Cela, je l'ai dit dès octobre 2009 puis à de nombreuses reprises (4), et il est clair qu'un raisonnement similaire peut être tenu pour de nombreux pays, la Portugal, l'Espagne, l'Italie et la France. Face à un problème de compétitivité, un pays peut soit dévaluer sa monnaie, soit procéder à des investissements massifs dans son appareil productif. Mais il ne peut pas rester à la parité d'origine, ne pas investir et de plus prélever environ 5% de son PIB tous les ans pour payer d'autres Etats. Il faudra donc choisir et, si l'on ne veut pas donner à la Grèce les moyens d'investir, la laisser sortir de l'Euro.

### **Retour au politique**

Mais, et c'est ici que nous revenons à la politique, les dirigeants européens ne veulent faire ni l'un ni l'autre. Ils sont paralysés par la représentation religieuse de l'Euro qu'ils se sont créés. Mais ils sont aussi paralysés par les intérêts financiers de certains pays et en particulier l'Allemagne, qui tient absolument à maintenir le couvercle de l'austérité sur l'Europe. Incapables

de choisir, visant à des objectifs contradictoires (le maintien de la Grèce dans la zone Euro et la politique d'austérité), ils sont aujourd'hui dans une impasse. Prenant conscience de cette dernière, au lieu de chercher à dénouer les fils du nœud dans lesquels ils sont pris de leur propre faute, ils cherchent une issue dans une fuite en avant dangereuse. L'attitude qu'ils ont adoptée face au gouvernement grec est en effet dangereuse et irresponsable. Cette attitude prend le risque, pour résoudre un problème qui est une création de l'Europe, de compromettre la totalité de l'édifice européen et de révéler les sources anti-démocratiques de cet édifice. C'est aussi cela que révèle la décision d'Alexis Tsipras de convoquer les électeurs pour un référendum.

Il ne faut pas douter que la semaine à venir sera riche de tentatives de déstabilisation du gouvernement grec. Les instances européennes ne peuvent tolérer ce référendum, elles qui se disent pourtant des parangons de démocratie. Il faut savoir que cette attitude prend le risque d'une guerre civile en Grèce, tout comme le soutien aux forces de Maidan a pris le risque d'une guerre civile en Ukraine. Car, si ce *coup d'Etat* était entrepris il ne faut pas s'imaginer que les forces qui ont soutenu SYRIZA, mais aussi le parti souverainiste ANEL, se laisseraient faire. Le problème avec cette génération de bureaucrates européistes est que, comme l'avait fait remarquer Raimond Aron au sujet de Valéry Giscard d'Estaing, ils ne savent pas que l'histoire est tragique. Mais cette histoire vit sa propre vie, sans ce soucier des représentations de ces bureaucrates. Elle se manifesterait avec force quand l'heure sera venue. Le danger est là. Et il ne faudra pas alors venir se plaindre si des pratiques un peu plus brutales et moins civilisées que celles qui ont cours dans les bâtiments de la Commission Européenne à Bruxelles sont utilisées contre ces mêmes bureaucrates.

**Jacques Sapir**

### Notes

1 Geek Debt Truth Commission, Executive Summary of the report from the Debt Truth Committee, 43p, 17 juin 2015, <http://greekdebtruthcommission.org/wp/>

2 Godin R., "La question de la dette est centrale", La Tribune, 23 juin 2015, <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-pourquoi-la-question-de-la-dette-est-desormais-centrale-486327.html>

3 <http://bfmbusiness.bfmtv.com/monde/la-crise-que-subit-la-grece-ne-se-serait-pas-produite-sans-l-euro-896158.html>

4 Je renvoie ici le lecteur à une série de notes publiées sur le site Marianne.2, "Sapir: derrière la crise grecque, l'explosion de l'euro?", 30 mai 2011, [http://www.marianne.net/Sapir-derriere-la-crise-grecque-l-explosion-de-l-euro\\_a206801.html](http://www.marianne.net/Sapir-derriere-la-crise-grecque-l-explosion-de-l-euro_a206801.html)

Lire la suite: [http://fr.sputniknews.com/points\\_de\\_vue/20150628/1016747638.html#ixzz3efUmc7iw](http://fr.sputniknews.com/points_de_vue/20150628/1016747638.html#ixzz3efUmc7iw)

Copyright © 2015 Global Research